

## Les dépenses de protection sociale en 2006

# L'UE27 a consacré 26,9% du PIB à la protection sociale

### Les ratios les plus élevés en France, en Suède et en Belgique

Dans l'**UE27**, les dépenses de protection sociale<sup>1</sup> ont représenté 26,9% du PIB en 2006. Ce taux était de 27,1% en 2005 ainsi qu'en 2004<sup>2</sup> et de 27,2% en 2003<sup>2</sup>.

La moyenne de l'**UE27** continuait de masquer de fortes disparités d'un État membre à l'autre. En 2006, la part des dépenses de protection sociale en pourcentage du PIB était supérieure à 30% en **France** (31,1%), en **Suède** (30,7%), et en **Belgique** (30,1%) et inférieure à 15% en **Lettonie** (12,2%), en **Estonie** (12,4%), en **Lituanie** (13,2%) et en **Roumanie** (14,0%). Ces écarts reflètent des différences de niveaux de vie, mais illustrent aussi la diversité des systèmes nationaux de protection sociale ainsi que des structures démographiques, économiques, sociales et institutionnelles propres à chaque pays.

En 2006 dans l'**UE27**, les pensions de vieillesse et de survie représentaient 46% des dépenses totales de protection sociale, les prestations de maladie et de soins de santé 29%, les prestations d'invalidité et familiales 8% chacune, les prestations de chômage 6% et les prestations liées au logement et à l'exclusion sociale 4%.

Ces informations proviennent d'un rapport<sup>3</sup> publié par **Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes**.

### Les dépenses par habitant les plus élevées au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suède

En 2006, les dépenses de protection sociale par habitant, exprimées en SPA<sup>4</sup> (standards de pouvoir d'achat) qui éliminent les différences de niveaux de prix entre les pays, étaient plus de dix fois supérieures au **Luxembourg**<sup>5</sup> qu'en **Roumanie**. Après le **Luxembourg**, les dépenses les plus élevées en SPA par habitant étaient enregistrées aux **Pays-Bas** et en **Suède** (chacun à plus de 40% au-dessus de la moyenne de l'UE27) et les plus faibles en **Roumanie** et en **Bulgarie** (chacun à 20% de la moyenne de l'UE27).

### La part des cotisations sociales dans le financement varie de 31% au Danemark à 80% en Estonie et en République tchèque

En 2006, les deux principales sources de financement de la protection sociale au niveau de l'**UE27** étaient les contributions publiques provenant des impôts (38% des recettes totales) et les cotisations sociales (59% des recettes totales). Ces cotisations se répartissent entre celles versées par les personnes protégées, à savoir les salariés, les travailleurs indépendants et les retraités (21% des recettes totales) et celles payées par les employeurs (38%).

Plus de 80% des recettes totales provenaient des cotisations sociales en **Estonie** et en **République tchèque**, tandis que plus de 50% des recettes totales étaient alimentées par les impôts au **Danemark** (63%), en **Irlande** (53%) et au **Royaume-Uni** (50%).

## Dépenses de protection sociale et financement

	En % du PIB		Dépenses par habitant en SPA, 2006	Financement de la protection sociale, 2006				
	2005	2006		Contributions publiques	Cotisations sociales	Dont:		Autres recettes
						Employeurs	Personnes protégées*	
<b>UE27</b>	<b>27,1</b>	<b>26,9</b>	<b>6 349</b>	<b>37,6</b>	<b>58,9</b>	<b>38,2</b>	<b>20,6</b>	<b>3,5</b>
Belgique	29,7	30,1	8 520	27,7	70,8	49,3	21,4	1,5
Bulgarie	16,0	15,0	1 294	39,5	58,0	38,3	19,7	2,5
Rép. tchèque	19,1	18,7	3 439	18,8	80,3	53,9	26,4	0,9
Danemark	30,2	29,1	8 601	62,8	30,8	11,0	19,8	6,4
Allemagne	29,7	28,7	7 706	35,3	63,1	35,3	27,8	1,6
Estonie	12,7	12,4	1 976	19,5	80,4	80,1	0,3	0,1
Irlande	18,2	18,2	6 321	53,2	41,8	26,2	15,5	5,0
Grèce	24,3	24,2	5 525	31,4	57,7	35,1	22,6	10,9
Espagne	21,1	20,9	5 163	33,9	63,9	48,5	15,4	2,2
France	31,4	31,1	8 200	30,6	65,2	44,3	20,9	4,2
Italie	26,3	26,6	6 476	41,9	56,4	41,3	15,1	1,6
Chypre	18,4	18,4	3 994	48,1	39,1	24,0	15,1	12,8
Lettonie	12,4	12,2	1 547	35,5	63,9	47,1	16,8	0,6
Lituanie	13,1	13,2	1 770	38,5	61,0	54,9	6,1	0,5
Luxembourg	21,7	20,4	13 458	45,6	50,5	26,5	24,0	3,9
Hongrie	21,9	22,3	3 401	40,6	53,8	38,6	15,2	5,7
Malte	18,4	18,1	3 298	35,2	62,0	43,3	18,7	2,8
Pays-Bas	27,9	29,3	9 099	20,1	69,5	31,8	37,7	10,4
Autriche	28,8	28,5	8 524	33,3	65,3	37,8	27,4	1,4
Pologne	19,7	19,2	2 373	33,3	48,0	25,9	22,0	18,8
Portugal	25,4	25,4	4 451	44,1	45,3	30,8	14,5	10,6
Roumanie	14,2	14,0	1 277	19,6	69,5	56,3	13,2	10,8
Slovénie	23,0	22,8	4 793	30,7	67,9	27,1	40,8	1,4
Slovaquie	16,7	15,9	2 387	25,5	65,6	44,2	21,4	8,9
Finlande	26,7	26,2	7 215	43,3	50,6	38,8	11,8	6,0
Suède	31,5	30,7	8 998	48,9	48,7	39,9	8,9	2,4
Royaume-Uni	26,3	26,4	7 410	50,4	47,9	34,2	13,7	1,7
Islande	21,7	21,2	6 535	31,6	30,6	24,8	5,8	37,9
Norvège	23,8	22,6	9 901	52,9	47,0	32,0	15,0	0,1
Suisse	29,3	28,4	9 127	22,3	62,2	28,7	33,6	15,4

: Données non disponibles.

\* Les personnes protégées comprennent par exemple les salariés, les travailleurs indépendants et les retraités.

- Les dépenses et recettes de protection sociale sont calculées selon la méthodologie de la version 1996 du Manuel SESPROS (Système européen de statistiques intégrées de protection sociale) jusqu'à la collecte 2007 (données de 2005). Pour la première fois, lors de la collecte 2008 (données de 2006), un nouveau Manuel SESPROS, basé sur les Règlements (CE) 458/2007, (CE) 1322/2007 et 10/2008, a été utilisé. Les dépenses incluent les prestations sociales, les dépenses de fonctionnement et les autres dépenses des régimes de protection sociale. Les prestations sociales sont enregistrées sans aucune déduction d'impôts ou d'autres prélèvements obligatoires à acquitter par les bénéficiaires. Les "prestations fiscales" (réductions d'impôts accordées aux ménages au titre de la protection sociale) sont en général exclues.
- Les agrégats de l'UE27 pour les années 2003 et 2004 sont basés sur des estimations d'Eurostat.
- Eurostat, Statistics in focus, 40/2009 "In 2006, gross expenditure on social protection accounted for 26.9 % of GDP in EU27"**, disponible gratuitement, et en anglais uniquement, en format pdf sur le site d'Eurostat.
- Le standard de pouvoir d'achat (SPA) est une unité monétaire artificielle de référence qui permet d'éliminer les différences de niveaux de prix entre les pays. Un SPA permet ainsi d'acheter le même volume de biens ou de services dans tous les pays. Cette unité permet des comparaisons significatives d'indicateurs économiques en volume, entre plusieurs pays.
- Les données relatives au Luxembourg ne sont pas entièrement comparables du fait qu'une part importante des prestations est versée à des personnes vivant en dehors du pays (principalement des dépenses de santé, des pensions et des prestations familiales). Sans ces versements, les dépenses baisseraient d'environ 15%.